



SÉRIE EP. 2 En Palestine, la fuite en avant coloniale

Dans le quartier de Silwan, à Jérusalem-Est, « la torture » des démolitions

Les autorités israéliennes intensifient les démolitions dans les quartiers palestiniens de Jérusalem. Fakhri et Amina Abou Diab résistent depuis deux ans sur le terrain de leur maison rasée. Autour d'eux, des centaines de familles vivent sous la menace des bulldozers.

Rachida El Azzouzi

25 mai 2026 à 14h43

Jérusalem-Est occupée.– La valise est prête, stationnée devant le préfabriqué bâti à la hâte au fond du jardin. Un salon-cuisine, une chambre, une salle d'eau, d'où jaillissent des psalmodies du Coran.

Il y a deux ans, le 14 février 2024, quand leur maison du quartier palestinien de Silwan, au pied de la Vieille Ville de Jérusalem que les colons israéliens grignotent depuis 1967, a été démolie, Fakhri et Amina Abou Diab, la soixantaine, n'avaient rien pu emporter. Les bulldozers, les soldats et les chiens avaient surgi au petit matin, alors qu'ils étaient encore en pyjama, sans leur laisser le moindre préavis.

Les petits-enfants étaient partis à l'école. Le soir, ils étaient rentrés. La maison, qui rassemblait plusieurs générations sous le même toit, n'était plus que poussière et décombres. Ils avaient éclaté en sanglots, inconsolables, comme les adultes. Leurs parents les avaient embarqués, ils étaient allés se loger ailleurs dans la ville. Définitivement. Avec un bébé d'une semaine. Fakhri et Amina Abou Diab, eux, sont restés là.



Portrait de la mère de Fakhri Abou Diab à l'entrée de la maison familiale. Jérusalem-Est, 16 mai 2026. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Ils ont d'abord fait des feux de camp, tenu quelques jours, avant de prendre une chambre à l'hôtel Dar (la maison, en arabe). C'était l'hiver. « *Il faisait trop froid, ce n'était pas tenable.* » Puis ils ont construit un préfabriqué au fond du jardin.

Deux ans que leur maison ainsi que leur verger ont été rasés sous leurs yeux. « *Personne ne peut ressentir cette torture au plus profond de soi à moins de l'avoir vécu. C'est une destruction de nos âmes* », lâche Fakhri Abou Diab. Il n'a pas baissé les bras pour autant.

Campagne d'expropriations

Le voilà avec sa femme, meurtris, éreintés, mais toujours debout sur le terrain de leur vie, celui des ancêtres : 250 mètres carrés où s'épanouissent des rosiers et des oies parmi les ruines. Des années de bataille judiciaire, de nuits sans sommeil, de menaces, d'humiliations.



La maison des Abou Diab n'est plus que ruines. Jérusalem-Est, 16 mai 2026. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Ils remboursent encore 43 000 shekels, soit quelque 12 000 euros, le coût de la démolition de leur propre maison. « *Non seulement ils détruisent ta maison, mais en plus il faut que tu paies sa destruction* », fulmine l'ancien comptable et traducteur, aujourd'hui retraité, devenu porte-parole des familles menacées d'expulsion.

Il veut « *rester près de l'odeur de [sa] mère* ». Elle se tient là, sur l'un des murs d'enceinte, sourcils froncés, dessinée en grand avec le dôme du Rocher d'Al-Aqsa, contemplant la désolation, déterminée à rester elle aussi sur sa terre. « *La Nakba n'a jamais pris fin, elle dure depuis 1948* », insiste Fakhri Abou Diab, ce samedi 16 mai où les Palestinien·nes commémorent l'exil forcé de près d'un million d'entre eux entre 1947 et 1949.

À l'instar du quartier de Sheikh Jarrah, Silwan, 20 000 habitant·es au sud de la mosquée Al-Aqsa, est depuis 1967 la cible des organisations de colons d'extrême droite, soutenues par les autorités israéliennes, notamment El'ad, qui gère la Cité de David, site archéologique et touristique installé au cœur de la zone, et Ateret Cohanim, active à Batn al-Hawa, un autre secteur de Silwan.



Fakhri et Amina Abou Diab dans leur propriété de Silwan. Jérusalem-Est, 16 mai 2026. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Silwan jouxte le mont des Oliviers ainsi qu'Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam pour les musulmans, le mont du Temple pour les juifs, soit leur site le plus sacré. Dans cette ville berceau des trois religions du Livre, la position du quartier en fait une cible de choix. « *Ils font cela pour prendre le contrôle sur Al-Aqsa* », assure Fakhri Abou Diab. Depuis des décennies, le régime israélien y mène une campagne d'expropriations et de déplacements afin de judaïser les zones limitrophes de la Vieille Ville.

Les moyens ne manquent pas pour déposséder les Palestiniens de leurs terres : lois discriminatoires, absence délibérée de plans d'urbanisme dans les quartiers palestiniens, désignation arbitraire de terrains comme parcs nationaux ou projets d'État. L'ONG israélienne B'Tselem détaille ces pratiques dans son dernier [rapport](#) et y voit l'une des facettes du nettoyage ethnique mené dans toute la Cisjordanie.

Trois projets cristallisent les ambitions coloniales : les fouilles de la rue dite hérodiennne, la démolition des maisons d'Al-Bustan et l'expulsion des résidents de Batn al-Hawa.



L'armée israélienne menace d'empoisonner les oies des Abou Diab si celles-ci sont encore là à la fin du mois. Jérusalem-Est, 16 mai 2026.

© Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Al-Bustan (le jardin, en arabe), c'est le cœur de vie de la famille Abou Diab. La municipalité a classé la zone en espace vert non constructible, rendant impossible toute régularisation des logements palestiniens. Le projet officiel, baptisé « Jardin du roi David », prévoit un parc archéologique géré par des colons, un parking et des services réservés à ces derniers.

Entre octobre 2023 et avril 2026, selon les chiffres de B'Tselem, quarante-huit maisons dont celle des Abou Diab ont été démolies à Al-Bustan, sur ordre de la municipalité de Jérusalem. Quatorze l'ont été cette année, en mars et avril, entraînant l'expulsion de cinquante-six résidents, dont vingt enfants. Les 123 familles restantes, soit 1 450 personnes dont 900 enfants, vivent avec l'épée de Damoclès d'une expulsion imminente. Dix-sept ont reçu un ordre de démolition.

Tant et si bien que certains préfèrent prendre les devants, démolir leur propre toit plutôt que de laisser l'armée le faire et de se retrouver à en rembourser le coût pendant des années.



Sur une maison démolie, la mention dessinée deux fois : « Nous restons. Nous ne partons pas. » Jérusalem-Est, 16 mai 2026. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Les familles ont tout essayé, jusqu'à présenter, par la voix de leurs avocats et l'ingénieur civil Yousef Jabbarine, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem et à Harvard (États-Unis), un plan alternatif soutenu par l'ONU : déplacer les maisons palestiniennes en arc de cercle autour du futur parc. Il a été rejeté.

Parmi les condamnés, une vieille dame de 97 ans, installée à Al-Bustan en 1969 après avoir été déplacée en 1948 et en 1967. Sa maison est sur la liste. Son médecin a prévenu : si les bulldozers viennent, elle fera un AVC sur-le-champ.

Début février, des bulldozers mandatés par la municipalité de Jérusalem ont anéanti, sans préavis, des murs, des clôtures, des entrepôts, des portails et des commerces appartenant aux riverains.

« La démolition a été justifiée par l'utilisation abusive d'un arrêté municipal censé autoriser "le dégagement de la voie publique", dénonce B'Tselem. Or, les structures visées se dressaient depuis des années sur un terrain qui n'avait jamais été classé comme voie publique. Malgré une injonction du tribunal de district ordonnant l'arrêt des démolitions, les bulldozers ont poursuivi la destruction des bâtiments du quartier. »



Ahmad, un commerçant de Silwan menacé d'expulsion. Jérusalem-Est, 16 mai 2026. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Ahmad, 76 ans, se prépare à la destruction de sa boutique et de son appartement. Il vit à Al-Bustan depuis soixante ans, montre les ruelles délabrées, abandonnées à la saleté par la municipalité. Une autre manière de chasser les habitants, « *qu'on soit musulmans ou chrétiens* », dit-il. Il demande si on a vu la vidéo de la religieuse française violemment agressée dans la Vieille Ville par un extrémiste juif le 28 avril. Jetée au sol, elle a été rouée de coups.

Les voisins de Batn al-Hawa sont soumis au même calvaire. Cinquante-trois familles sont menacées d'expulsion, soit 237 personnes parmi lesquelles 130 enfants, selon B'Tselem. Une trentaine peuvent l'être sur-le-champ, le tribunal leur ayant refusé l'autorisation de faire appel, estimant que toutes les voies de recours étaient épuisées.

Des dizaines d'autres sont suspendues aux décisions de justice. Trente-trois ont été expulsées, ces dernières années, soit soixante-dix-sept personnes, dont trente-sept enfants. Dans plusieurs cas, les familles évincées ont même été condamnées à verser aux colons des dizaines de milliers de shekels à titre de dédommagement.

« *Il faut se tenir prêts*, dit Fakhri Abou Diab. *Demain matin, ils peuvent débarquer. Le maire adjoint de Jérusalem [l'ultranationaliste Aryeh King – ndlr] a dit : "De Sheikh Jarrah à Silwan, je ne veux voir aucun Palestinien."* »



À l'entrée de leur préfabriqué, la valise des Abou Diab prête pour le jour de l'expulsion. Jérusalem-Est, 16 mai 2026. © Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Aux façades des maisons menacées, des banderoles représentant des yeux grands ouverts sont accrochées. Elles disent : « *Nous voyons. Nous sommes là. Nous existons.* » Sur les murs d'une bâtisse détruite, un message a été écrit deux fois, avec le dessin de la mosquée Al-Aqsa : « *Nous restons. Nous ne partirons pas.* » Sur le chemin de l'école, les gravats des demeures pulvérisées sont devenus un terrain de jeux pour les enfants.

« Les Israéliens nous ont condamnés à mort par tous les moyens. »

Fakhri Abou Diab

Ce matin de mai, Amina Abou Diab a du mal à garder les yeux ouverts. À cause de la lumière vive. Mais surtout de l'épuisement après toutes ces années de combat. Elle se voit à la rue avec son mari. Assise dans leur propriété, sous le noyer au tronc à moitié sectionné par les démolisseurs, elle murmure : « *Cette fois, on aura quelques vêtements de rechange. Tout le reste est sous les décombres. Les jouets, les meubles, la vaisselle, les passeports : ils n'ont rien voulu nous laisser prendre.* »

Et en même temps, la vie continue. Le couple jardine, bricole, nourrit les oies, les oiseaux. L'armée leur a ordonné de les faire disparaître d'ici la fin du mois, sinon elle les empoisonnera, comme elle a promis de le faire avec le cheval et l'âne du voisin. Fakhri Abou Diab dit qu'il ouvrira les cages pour que les oiseaux s'envolent.



Vue sur Silwan et ses hauteurs, où plusieurs maisons ont accroché des banderoles représentant des yeux ouverts. Jérusalem-Est, 16 mai 2026.

© Photo : Rachida El Azzouzi / Mediapart

Il lève les yeux vers les colons qui les dominent et les encerclent, drapeaux israéliens au vent, caméras de toutes parts. « *Cela va finir comme à Hébron* », craint-il. Érigée en symbole de l'apartheid, la plus grande et la plus riche des villes palestiniennes de Cisjordanie, à une trentaine de kilomètres au sud de Jérusalem, est le laboratoire le plus brutal de la colonisation et de l'occupation. La seule ville « *colonisée de l'intérieur* » : les colons y sont regroupés dans le centre-ville, et non dans les colonies et les avant-postes alentour.

Le téléphone sonne. Au bout du fil, un habitant pris en étau avec sa femme et leurs enfants, entre deux maisons occupées par des suprémacistes juifs. Il est désespéré, sans argent pour louer un autre bien, vit sous les insultes, les crachats, les jets de pierres. Fakhri Abou Diab se sent bien impuissant. « *Les Israéliens nous ont condamnés à mort par tous les moyens* », assène-t-il.

Rachida El Azzouzi